

# CountrySide

N° 194

European Landowners' Organization

JUILLET-AOUT 2021 - BIMENSUEL - FR

**1<sup>er</sup> Sommet sur la  
biodiversité agricole :  
le rôle de l'agriculture  
dans le monde de demain**

## Tables des matières



# Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

- 3 1<sup>er</sup> Sommet sur la biodiversité agricole : le rôle de l'agriculture dans le monde de demain

---

- 6 Des synergies entre le 1er Sommet sur la biodiversité agricole et les projets européens liés à la durabilité agricole et à la biodiversité

---

- 7 Nations Unies - Sommet sur les systèmes alimentaires Dialogue Indépendant : étendre l'agriculture régénérative

---

- 10 L'avenir des céréales en Espagne : produire en conservant

---

- 12 Dynamique de l'agriculture pour des campagnes vivantes

---

- 13 Atelier sur le tout nouveau rapport du JRC sur les réglementations du marché des terres agricoles dans les États membres de l'UE

---

- 14 Récupération innovante de nutriments à partir de sources secondaires - production d'engrais à haute valeur ajoutée à partir de FUMIER animal  
HERIT - Gestion efficace du patrimoine par une utilisation pertinente de l'informatique

---

- 15 Résoudre les problèmes de technologie dans les campagnes

---

- 16 Agenda

*Au moment où le monde politique lance son Pacte vert, sans se donner le temps d'une vraie concertation avec le chapitre rural de la société européenne cela me semble être le moment de saluer le courage des paysans et des forestiers ainsi que de tous ceux qui font vivre le tissu rural. Aucun autre segment de la population n'a dû évoluer aussi profondément ni aussi constamment depuis 1960. Ils n'ont pas été avares de leurs efforts ni manqué d'avoir la capacité de se remettre en question, et n'ont jamais remis la démocratie en jeu eux ! Pourtant ils sont la cible d'une avalanche de reproches justifiant la mise en place d'une autre politique. Pour citer Philippe DULAC « la campagne comme en 1950 reste le creuset de valeurs différentes de celles de la ville. Simplement la proportion de ceux qui les portent dans la population a été divisée par dix. Ce n'est pas pour cela que l'Europe va mieux. Au contraire, la campagne fut pendant longtemps la quille du navire. Celle-ci ne possède plus le poids qu'il faudrait pour jouer son rôle bienfaisant. »*

*Nos décideurs doivent éviter de tomber dans l'excès que leur propose la tentation populiste qu'elle soit de droite ou de gauche. Il y a plus qu'une nuance entre soit adapter la production alimentaire, forestière ou la gestion des activités rurales à ce que la science nous invite à prendre en compte, ou soit suivre les apôtres de nouveaux dogmes politiques ou philosophiques.*

*La crainte des ruraux qui ont toujours cherché la voie du bon sens est de se faire imposer par des décideurs urbains des solutions idéalisées par la ville mais non durable dans les campagnes.*

*Le Pacte vert doit être l'occasion de mettre en place avec la participation franche et convaincue du secteur, les solutions nécessaires aux impératifs du temps, et heureusement nous en voyons de nombreuses poindre mais il ne peut se contenter d'être simplement l'imposition par une classe qui se déclare savante de ce qu'il y a lieu de faire.*

*Le respect mutuel et la démocratie sont à ce prix, je crois en leur résilience.*

2



L'équipe ELO à Santarém, Portugal.



Thierry de l'ESCAILLE, Eduardo OLIVEIRA e SOUSA, Jurgen TACK

## 1<sup>er</sup> Sommet sur la biodiversité agricole : le rôle de l'agriculture dans le monde de demain

*Le 27 mai dernier, le lendemain de la réunion régionale du FFA2021 au Portugal, ELO et la CAP (Confederação Dos Agricultores De Portugal) ont organisé à Santarem, au Portugal, le 1<sup>er</sup> Sommet sur la biodiversité agricole. De nombreuses personnes en Europe et au-delà ont suivi la conférence en personne ou en ligne en utilisant la plateforme FFA, une initiative d'ELO et de Syngenta, en partenariat avec TNC, WWF, Cargill, Thought for Food, le Chicago Council on Global Affairs et John Deere.*

### Jurgen TACK, Directeur scientifique, ELO

La réunion a été organisée sous les auspices de la Présidence Portugaise de l'Union européenne. ELO et la CAP ont obtenu le soutien de plusieurs partenaires pour cet événement : CropLife Europe, Consulat, Travel Tomorrow et le partenaire média de la conférence, Agroportal.

Dans leurs remarques introductives, les hôtes Thierry de l'ESCAILLE et Eduardo OLIVEIRA E SOUSA (Président de la CAP) ont évoqué l'impact croissant des politiques de biodiversité sur l'agriculture. D'un autre côté, l'intensification de l'agriculture au cours des 50 dernières années a certainement eu un impact sur la biodiversité. Si l'agriculture doit s'adapter à cette nouvelle situation, elle offre également plusieurs possibilités aux agriculteurs et aux propriétaires fonciers. Les agriculteurs devront trouver un nouvel équilibre avec la nature et la société. Les services écosystémiques feront partie de l'activité agricole quotidienne.

António GUTERRES (Secrétaire général des Nations unies) l'a reconnu en parlant de l'interdépendance de la biodiversité et de l'agriculture. Il a souligné que l'agriculture devrait protéger la nature, restaurer les écosystèmes et établir un équilibre dans sa relation avec la planète. Les récompenses, a-t-il dit, seront énormes. Mais il a précisé

que l'agriculture n'était pas la seule à devoir jouer un rôle.

Avec Maciej GOLUBIEWSKI (Chef de cabinet du commissaire européen à l'agriculture), les participants ont pu obtenir les dernières informations sur la nouvelle Politique Agricole Commune. La PAC a été finalisée à Bruxelles pendant le sommet au Portugal.

La première session s'est concentrée sur les preuves scientifiques. Xavier LE ROUX (Senior Scientist - INRAE) a donné aux participants plusieurs aperçus sur la relation entre l'agriculture et la biodiversité. Il est scientifiquement prouvé que l'agriculture, en particulier l'agriculture intensive, a un impact négatif sur la biodiversité. Deux modèles principaux peuvent être mis en œuvre pour la conservation de la biodiversité : « land sharing » et « land sparing ». Le « land sharing » fait référence aux pratiques agricoles permettant de maintenir la biodiversité au sein du paysage agricole. Le « land sparing » (économie des terres) favorise l'agriculture à haut rendement qui nécessite une plus petite surface de terre pour atteindre les mêmes rendements, ce qui entraîne une augmentation des surfaces d'habitat naturel intact. Il a souligné la nécessité d'inclure un troisième point de vue : la nécessité d'inclure la biodiversité ayant un rôle clé dans les systèmes agricoles. Le défi consiste ici

à promouvoir les synergies tout en faisant face aux compromis. L'intégration de la biodiversité dans l'agriculture nécessite une bonne compréhension du rôle de la biodiversité dans l'agriculture, mais aussi des pratiques agricoles plus technologiques et innovantes.

Une deuxième session était plus orientée vers les politiques. La ministre portugaise de l'agriculture a évoqué les opportunités offertes par le Pacte vert et la PAC plus ambitieuse dans laquelle la biodiversité et le changement climatique jouent un rôle important.

L'ancien commissaire européen à l'agriculture Franz FISCHLER a déclaré : « *Nous devons mettre de l'ordre dans notre propre maison* ». Il a indiqué plusieurs domaines dans lesquels nous devons faire preuve d'innovation en introduisant de nouvelles mesures pour garantir des paysages agricoles biodiversifiés, en se concentrant sur des questions majeures telles que la densité animale sur les terres agricoles (y compris la gestion du fumier et le risque de réduire la biodiversité des prairies et des pâturages en intensifiant l'élevage bovin).

Herbert DORFMANN (membre du Parlement européen) a informé l'auditoire de l'état d'avancement des négociations sur

la PAC tout en réfutant l'accusation d'écologisation de la PAC. Il a déclaré que la plupart des Etats membres étaient beaucoup moins ambitieux sur ce sujet que la Commission européenne, mais il a également espéré que la PAC serait équitable et qu'elle créerait une politique agricole sociale.

L'ancien commissaire européen à l'environnement, Janez POTOČNIK, a demandé une action immédiate. Pour de nombreuses espèces, l'accent mis sur la biodiversité arrive déjà trop tard. 80 % de la perte mondiale de biodiversité liée à la terre est causée par l'extraction de ressources et la transformation de la biomasse, souvent étroitement liées à l'agriculture et à la sylviculture. Il a déclaré qu'aucun des objectifs d'Aichi (objectifs de biodiversité) n'a été atteint et qu'il est donc essentiel de s'attaquer aux facteurs de perte de biodiversité. Il a proposé 4 recommandations : (1) nous devrions connaître l'impact sur le climat et la biodiversité pour chaque secteur, et chaque consommateur doit comprendre comment et pourquoi il peut avoir un impact sur la nature ; (2) nous devrions planifier ensemble - les décideurs politiques doivent travailler avec les scientifiques et les locaux ; la croissance est la nature ; (3) nous devons encourager l'agriculture urbaine économique et d'autres politiques pour favoriser les solutions basées sur la nature et la transition vers une bioéconomie sociale ; et (4) nous devons valoriser la nature - nous avons besoin d'un système économique pour reconnaître les avantages de la nature.

Lors de la troisième session, Jurgen TACK (auteur de ce texte) a essayé de savoir ce que nous pouvons faire en Europe pour stopper la perte de biodiversité et atténuer le changement climatique. Dans une première contribution à cette session, Humberto DELGADO ROSA (Directeur, Capital naturel, DG Environnement, Commission européenne) a déclaré : « *Le problème n'est pas que l'agriculture détruit la biodiversité, mais que certaines pratiques et tendances*



Antonio GUTERRES

*agricoles ne sont pas compatibles avec la biodiversité* ». Il a déclaré que les objectifs de la stratégie européenne en matière de biodiversité ne peuvent être atteints sans le soutien des agriculteurs : « *Les agriculteurs sont les gardiens de la terre, et sont en fait les gestionnaires des actifs, ils ont donc un rôle vital à jouer dans la préservation de la biodiversité* ». Il a informé le public des objectifs de la stratégie de l'UE en matière de biodiversité liés aux terres agricoles : rétablissement d'une grande diversité de caractéristiques paysagères (remettre 10 % en terres agricoles) ; un quart des exploitations agricoles en agriculture biologique d'ici 2030 ; objectifs de réduction des risques et de l'utilisation des pesticides de 50 % et de réduction des pertes de nutriments de 50 %.

Arnold PUECH D'ALISSAC (membre du Conseil de la FNSEA) a parlé de la multifonctionnalité et de la manière dont l'agriculture a essayé de la mettre davantage en œuvre. Il a fait spécifiquement référence à la manière dont la France essayait déjà de valoriser la valeur biologique et/ou environnementale élevée de ses agriculteurs.

Geraldine KUTAS (Directrice Générale, CropLife Europe) estime que l'innovation est essentielle pour lutter contre le déclin de la

biodiversité. Elle a également rappelé que l'alimentation est un secteur essentiel et que nous ne pouvons pas jouer avec la sécurité alimentaire.

Luc BAS (Directeur, Bureau régional européen de l'UICN) a souligné le rôle clé des agriculteurs et des propriétaires terriens et a déclaré que la PAC doit devenir plus verte et doit mettre la nature au cœur de son action. Il a demandé à ce que les processus soient pratiques et a expliqué que les agriculteurs, etc. ne sont pas seulement des producteurs mais aussi des gardiens. Il a demandé que les règles du jeu soient les mêmes pour tous en ce qui concerne la comptabilisation du capital naturel.

Mark TITTERINGTON (Conseiller principal, stratégie et partenariats, Forum for the Future of Agriculture) a expliqué le label AgriLife en cours de développement par ELO. Il reconnaîtra les meilleures pratiques mises en œuvre par les agriculteurs et fournira des connaissances pour soutenir les processus politiques. Ce sera également le meilleur moyen de responsabiliser les agriculteurs et les propriétaires fonciers.

Álvaro AMARO (Membre du Parlement européen) a clôturé la réunion avec Marcelo REBELO DE SOUSA (Président de la République du Portugal). M. AMARO a déclaré que les agriculteurs ne peuvent pas être les seuls à supporter le poids de la réforme de la production. Il a soulevé la question de savoir comment nous pouvons donner aux agriculteurs les moyens d'être plus efficaces et efficaces dans l'utilisation de leurs ressources, de produire avec moins d'intrants et d'avoir une agriculture durable avec le moins d'impact possible.

Marcelo REBELO DE SOUSA a souligné le rôle de la biodiversité dans l'agriculture et le rôle important que les agriculteurs ont à jouer.

**Cet événement vous intéresse ?  
Veuillez consulter la plateforme FFA2021 sur [www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com) pour visionner l'intégralité de la conférence à la demande.**

Humberto DELGADO ROSA, Arnold PUECH d'ALISSAC, Géraldine KUTAS, Luc BAS  
Alvaro AMARO, Mark TITTERINGTON, Jurgen TACK

# 1 CLIC

## UNE CONFIGURATION JUSQU'À 50 % PLUS RAPIDE

**AutoSetup** est un nouvel outil de planification des tâches qui vous fera gagner beaucoup de temps. Configurez simplement vos tâches à l'avance dans le John Deere Operations Center, puis utilisez une connexion sans fil pour les envoyer à la machine connectée de votre choix. Dès votre entrée sur la parcelle, un clic suffit pour commencer le travail. Aucun retard, aucun risque d'erreur, et vous bénéficiez d'une consignation et d'une documentation simplifiées.

**AutoSetup** prend en charge toutes les tâches courantes : travail du sol, ensemencement, pulvérisation, fertilisation et récolte. Gratuit, cet outil est compatible\* avec les machines John Deere plus anciennes et les modèles de marques concurrentes.

Votre concessionnaire se fera un plaisir de vous montrer comment gagner du temps, faire des économies et améliorer votre productivité.



**GO**  
OPERATIONS  
CENTER

**CRÉEZ GRATUITEMENT VOTRE COMPTE SUR DEERE.FR**



**JOHN DEERE**

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

\*La machine doit être équipée d'une console universelle ou CommandCenter™ de 4e génération (avec au minimum le logiciel SU20-3) et d'un récepteur StarFire™ 3000/6000, assortis d'un abonnement actif à JDLink™ Connect et d'un compte John Deere Operations Center. Si la machine n'est pas équipée d'une passerelle télématique modulaire 4G, un kit d'adaptation est nécessaire.

## Des synergies entre le 1<sup>er</sup> Sommet sur la biodiversité agricole et les projets européens liés à la durabilité agricole et à la biodiversité

Le 27 mai dernier, l'équipe de projets d'ELO a organisé un atelier de solutions coïncidant avec le Sommet sur la biodiversité agricole d'ELO et l'événement hybride régional FFA2021 qui a eu lieu à Santarém, au Portugal, la veille.

Julian CORTES, ELO



REFLOW



SOILGUARD

L'atelier de solutions visait à établir des synergies entre le 1<sup>er</sup> Sommet sur la biodiversité agricole et les projets européens liés à la durabilité agricole et à la biodiversité, et à discuter des solutions concrètes qui ont été ou seront développées pour soutenir la biodiversité.

L'atelier a été ouvert par le modérateur Martin FOX (ELO), qui a souhaité la bienvenue au public par le biais d'un sondage interactif. Les huit projets mis en avant ont ensuite été présentés. Les liens entre tous les projets et la biodiversité ont été mis en lumière, chaque projet ayant des objectifs et des résultats uniques qui contribuent à la durabilité globale de l'environnement et de l'agriculture et qui ont un impact direct sur l'état de la biodiversité. Après la présentation des projets, un représentant de chaque projet a été invité à prendre la parole et à développer les objectifs, les résultats, les réalisations et les liens avec la biodiversité de son projet.

Cosette KHAWAJA (WIP) a présenté BIOPLAT-EU, un projet visant à promouvoir l'adoption de la bioénergie durable en Europe en utilisant des terres marginales, sous-utilisées et contaminées pour la production de biomasse non alimentaire via une plate-forme basée sur le web qui sert d'outil d'aide à la décision. Ce projet, a fait remarquer Cosette KHAWAJA, vise à offrir la possibilité d'utiliser des terres sous-utilisées et, grâce à la croissance de la biomasse, et de contribuer à la restauration de la biodiversité dans ces zones.

Le professeur J.J. LEAHY (UL) a fait une présentation au nom de deux projets : BIOWILL et REFLOW. BIOWILL est un projet visant à réaliser un système de production de biopolymères à zéro déchet par l'utilisation de l'extraction de salicine à partir de saules. Le projet REFLOW se concentre sur la récupération du phosphore, en relevant les défis techniques et socio-économiques associés à la récupération du phosphore et à son recyclage en produits fertilisants.

Les projets MICROSERVICES et SOILGUARD sont directement liés à la diversité microbienne des sols. MICROSERVICES, présenté par le Dr Martin HARTMANN (ETH



Zürich), est axé sur la compréhension des fonctions microbiennes dans le sol afin de développer une base de connaissances sur les impacts de la biodiversité du sol sur la multifonctionnalité des écosystèmes et la productivité agricole. Le projet vise à prédire les impacts du changement climatique sur cette diversité. SOILGUARD, présenté par le Dr Salvador LLADÓ FERNÁNDEZ (LEITAT), traite également des pratiques de gestion des sols en recherchant et en développant des connaissances sur le potentiel de la biodiversité des sols en tant que solution naturelle clé pour améliorer la résilience des sols et des exploitations agricoles.

Dr. Ingolf STEFFAN-DWEENTER (Université de Würzburg) a présenté le projet SAFEGUARD, qui, bien qu'il soit encore dans ses phases initiales, vise la perte de pollinisateurs sauvages et tente d'inverser cette perte en incorporant les pollinisateurs dans le capital naturel en évaluant les services écosystémiques fournis par les pollinisateurs.

Ensuite, le Dr Davide VIAGGI (UNIBO) s'est exprimé au nom de CONSOLE, un projet visant à promouvoir la fourniture de biens publics agro-environnementaux climatiques dans l'agriculture et la foresterie. Il s'agit de favoriser la mise en place de cadres contractuels pour les agriculteurs qui les aident à produire des biens publics, notamment liés à la biodiversité. Grâce à une solution basée

sur les résultats, les paiements sont accordés aux agriculteurs en fonction des résultats qu'ils obtiennent, ce qui favorise les pratiques innovantes et durables.

Enfin, le Dr Gerald SCHWARZ (THÜNEN) a parlé du projet UNISECO, qui traite du dilemme de la production de nourriture et de biomasse tout en se concentrant sur les approches agro-écologiques qui renforcent la durabilité des systèmes agricoles, contribuant ainsi à une sécurité alimentaire durable. Des pratiques telles que la culture intercalaire peuvent être adoptées et avoir des effets positifs sur la biodiversité. Ces pratiques sont encouragées par différents réseaux de connaissances, des technologies et la coopération entre diverses parties prenantes.

Après une discussion fructueuse et engageante et une session de questions-réponses, le modérateur Martin FOX a fait des remarques finales et a présenté les prochains événements qu'ELO organisera. L'enregistrement de l'atelier sur les solutions ainsi que des informations sur chacun de ces projets et plus encore sont accessibles sur le site web d'ELO.

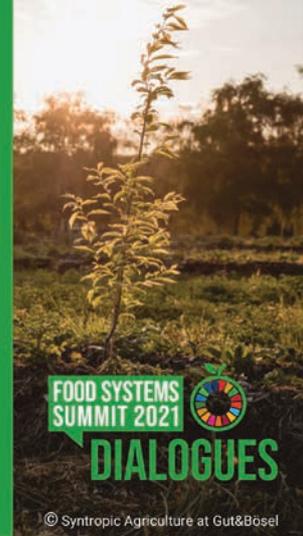
**Pour revoir l'atelier des solutions, veuillez-vous rendre sur la plateforme FFA2021 via [www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com) pour visionner son intégralité à la demande.**



## INDEPENDENT DIALOGUES



## Mainstreaming regenerative agriculture



# Nations Unies - Sommet sur les systèmes alimentaires Dialogue Indépendant : étendre l'agriculture régénérative

Le 30 juin 2021, 77 experts et acteurs de la chaîne de production alimentaire se sont réunis pour débattre de l'agriculture régénératrice et de son implémentation. La conversation était axée sur sa définition, son périmètre d'action, ses indicateurs de performance et les moyens de son extension. Co-organisé avec le Forum pour le Futur de l'Agriculture et Nestlé, les fruits de ces réflexions ont été mis à disposition pour le Sommet sur les systèmes alimentaires des Nations Unies..

Caroline MAHR-VAN EVERDINGEN, ELO & Elodie CHAMPSEIX, ELO

### Résultats

Il n'existe à ce jour pas de définition précise de l'agriculture régénératrice, reconnue et approuvée en tant que telle par l'ensemble de la chaîne de production alimentaire, les autorités académiques ou publiques. De façon générale, l'agriculture régénératrice s'efforce de « restaurer la biodiversité et relever les capacités d'un sol sain » et, dans la pratique actuelle, celle-ci se concentre sur l'impact positif des capitaux naturels, sans jamais négliger les dimensions sociales et économiques rattachées à l'agriculture.

L'agriculture régénératrice correspond à une approche globale prenant en compte non seulement l'environnement biophysique du sol mais également le rendement global de son utilisation. Elle s'étend sur une large gamme de production de biens communs, et inclut des pratiques visant à la protection du sol et à la régénération de systèmes, d'opérations d'aide à la biodiversité, l'intégration de meilleurs systèmes de gestion de l'eau, la restauration de la vie du sol, et autres. Définir le statut initial d'un fermier souhaitant mettre en œuvre une agriculture régénératrice est crucial afin de pouvoir mesurer une évolution des résultats. Avec la croissance continue des connaissances

autour des pratiques d'agriculture régénératrices, les fermiers et leur chaîne de valeur constatent que les pratiques doivent à tout prix être flexibles afin de prendre en considération les spécificités régionales et les contextes climatiques spécifiques des parcelles. Ce n'est qu'avec le soutien d'une réglementation législative forte et des efforts orchestrés en amont et en aval de la chaîne de valeur agro-alimentaire que les fermiers seront enfin aptes à adapter et modifier leur pratiques. En effet, si les législateurs, acheteurs et transformateurs ne reconnaissent pas cette nécessité de changement des pratiques, on ne peut malheureusement que prédire un échec similaire aux autres tentatives d'implémentation à grande échelle de systèmes agricoles plus respectueux de la nature.

Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité d'un langage commun à toutes les parties prenantes de la chaîne agro-alimentaire afin de s'accorder sur la terminologie et d'éviter le *greenwashing*. Une autre conclusion claire projette l'agriculture régénératrice comme se produisant au niveau local/régional. Tenter d'établir des normes strictes et rigides à plus grande échelle ne peut qu'échouer, en raison de la complexité des écosystèmes et de leur variété. En

outre, les agriculteurs doivent être placés au centre des systèmes agro-alimentaires, en les soutenant par des systèmes d'accompagnement et de conseil adéquats émanant d'organismes indépendants. Ce dernier point semble être un élément clé de la transition vers de possibles pratiques durables à grande échelle.

Parmi les solutions possibles, on peut citer l'organisation de conseils indépendants ou encore le développement de nouveaux outils aidant les agriculteurs à comprendre l'impact de leurs pratiques sur le climat, l'environnement et la santé. Assurer des relations à long terme entre les acteurs de la chaîne agro-alimentaire permet d'instaurer un climat de confiance et donner à la communauté agricole une sécurité pérenne dont elle a besoin pour être économiquement viable. Plus important encore, l'agriculture régénératrice se doit d'être rendue facile à comprendre pour les agriculteurs, tout en réduisant la charge administrative par l'intégration des comptes rendus et systèmes de collecte de données déjà existants plutôt que de créer de nouvelles grilles de rapport. Ceci aiderait les agriculteurs à communiquer sur leur travail et à sensibiliser le public tout en transférant leurs connaissances ; cela pourrait de surcroît accélérer

l'éducation des consommateurs et les motiver à faire de meilleurs choix, à la condition que les distributeurs et chaînes de supermarché reflètent les efforts des agriculteurs et que les entreprises de Produits de Grande Consommation lissent les prix entre les produits provenant d'une agriculture régénératrice et les produits conventionnels.

**Le principal défi actuel est d'ordre socio-économique.** Comment intégrer ces pratiques, tout en poursuivant l'activité et en maintenant la rentabilité ? Les aliments transformés actuellement issus des fermes régénératrices sont pour la plupart des produits haut de gamme ; le défi pour de nombreuses entreprises de transformation résulte donc dans la manière de rendre ces produits courants. Pour ce faire, les coûts de production doivent être reflétés et partagés d'une manière ou d'une autre dans la chaîne de valeur afin de sécuriser la place des agriculteurs dans cette transition.

Par conséquent, les systèmes locaux doivent changer de manière holistique si l'on veut les intégrer dans un système plus global. Tenter d'établir des normes strictes et rigides à plus grande échelle ne peut qu'échouer, en raison de la complexité et de la variété des systèmes.

## Recommandations

**La collecte et la centralisation des données** sont au cœur du succès de la mise en œuvre de l'agriculture régénératrice. L'un des moyens serait d'établir des conseils alimentaires européens, nationaux et régionaux qui constitueraient un organe centralisé pour conseiller tous les acteurs et créer des protocoles pour guider les transitions des systèmes alimentaires, y compris l'analyse des données et la certification. De même, la création de coalitions autour d'objectifs spécifiques, tels que la résolution des nombreux systèmes de certification en matière d'harmonisation des exigences et des résultats, ou l'évolution vers des régimes alimentaires plus sains, favoriserait

l'échange de connaissances et l'éducation des parties prenantes, et permettrait de lancer des campagnes de communication plus fortes, qui pourraient être reprises par les différents organismes engagés dans le processus.

**Accélérer la diffusion de l'expertise, à la fois des informations, des conseils et des meilleures pratiques, par la création de communautés de pratique.** De nombreuses connaissances ont été accumulées et présentées aux agriculteurs, mais les transformateurs, les détaillants et les consommateurs doivent également être éduqués. Les pouvoirs publics pourraient créer un fonds d'investissement pour la communication et la sensibilisation.

**La collaboration entre les secteurs publics et privés** devrait être davantage soutenue et renforcée ; elle devrait devenir un pilier de l'organisation des agriculteurs en communautés de pratiques, en promouvant le rôle d'ambassadeur des pionniers de cette pratique. D'autres acteurs de la chaîne de valeur agro-alimentaire bénéficieraient également d'une collaboration plus étroite dans le cadre de partenariats public-privé. Cela permettrait de combler les lacunes et les erreurs d'interprétation des systèmes agricoles actuels.

**Des régimes de subventions**, des incitations financières pour les agriculteurs (prix premium), des marchés de résultats de durabilité (carbone) et des systèmes de taxation différentielle pourraient compenser les véritables coûts et prix de transition ; les produits bruts (non-transformés) devraient être moins taxés que les produits transformés. En outre, les pratiques agricoles régénératrices pourraient être utilisées en tant que référence pour le *carbon farming*, ces certificats carbone délivrés aux acheteurs et aux transformateurs, en tant qu'indicateur de leur impact.

L'évolution du métier d'agriculteur au cours des quarante dernières années appelle à une **adaptation en profondeur de leur formation** ; redéfinir l'orientation des systèmes

de formation publics-privés déjà existants permettrait aux agriculteurs de progresser sur des pratiques durables. Les écoles et universités agronomes devraient systématiquement intégrer ces pratiques dans leurs programmes d'enseignements, afin que la prochaine génération d'agronomes, d'agriculteurs et de conseillers soit prête à relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

## Points de divergence

Les conversations autour de l'agriculture régénératrice étaient axées autour de son utilité, de ses mesures et de son évolutivité. En raison de la diversité des points de vue des participants, ces sujets ont été débattus avec des perspectives variées, conduisant à des divergences d'interprétations et de recommandations entre les intervenants, entre les sous-groupes, mais également entre les attentes et les recommandations convenues. Ce dernier point en particulier souligne la complexité et l'ampleur des enjeux associés.

Une divergence importante reflétée par les débats réside dans la place consacrée aux bénéfices économiques dans la définition de l'agriculture régénératrice. Cette controverse économique a révélé deux approches distinctes sur la fonction de l'agriculture régénératrice elle-même. Certains participants l'envisagent comme un moyen d'augmenter les revenus et de réduire les impacts environnementaux grâce à l'innovation dans les produits (biochimie), les processus (agriculture de précision) et les systèmes (agriculture carbone, recyclage des matières premières, économie circulaire). Une autre école de pensée préférerait que les résultats environnementaux prévalent, tout en profitant de l'occasion pour repenser l'ensemble du modèle de production avec des intrants externes très limités, un travail du sol minimal, un recyclage des matières organiques et beaucoup de main-d'œuvre. Il est fort probable que d'autres

**BOOST NATURE  
POSITIVE PRODUCTION**

Mainstreaming regenerative agriculture

30 June | 14:30 - 17:00 CEST  
Belgium, Brussels

© Holistic Grazing at Gut & Bösel

FOOD SYSTEMS  
SUMMIT 2021  
DIALOGUES

Convened by: **FFA**  

#SummitDialogues  
@foodsystems



## INDEPENDENT DIALOGUES

### Mainstreaming regenerative agriculture





CURATOR

Regenerative agriculture is more than just farming practices; it's about the entire food value chain. If only the farmers adapt and change practices, but the legislators, buyers, and processors don't recognize the need for change, it will fail, just like we have experienced it in the past with other attempts to implement widely nature-friendly agricultural systems.

Janez Potočnik

Chair FFA2021 and  
Chairman of RISE Foundation






© Syntropic Agriculture at Gut&Bösel

débats et compromis sur ce point permettront de parvenir à un alignement, au moins sur la question de la limitation des critères de base à la santé des sols ou à l'englobement de la biodiversité et l'utilisation de l'eau au sens large.

L'ambiguïté du rôle des incitations économiques se reflète naturellement dans le débat sur les mesures et évaluation des pratiques. La plupart des critères mentionnés étaient orientés vers les impacts environnementaux et sociaux, les participants soulignant ici l'importance du bien-être et de l'intégration de la dimension sociale des agriculteurs dans le processus. Mais alors que la présence et la diversité des flux de revenus ont été mentionnées comme une stricte nécessité, il est surprenant que la comparaison avec les bénéfices économiques de l'agriculture conventionnelle n'ait pas été ni envisagée ni débattue par les participants.

Ce déséquilibre des attentes en matière de bénéfices économiques de l'agriculture régénérative soulève la question de la légitimité et de la nécessité de la transition des agriculteurs vers l'agriculture régénérative. Pourtant, ce point est d'autant plus vital que tous les participants ont reconnu que, de par leur position, les agriculteurs sont les premiers acteurs de terrain au bas de la chaîne d'approvisionnement agro-alimentaire, supportant les coûts structurels et les incertitudes liées aux risques. Par conséquent, les coûts de transition actuels et l'absorption des risques pour le modèle d'agriculture régénérative qui tente d'intégrer les systèmes de marché conventionnels doivent être supportés principalement par les agriculteurs.

Bien que la question du renforcement de la voix des agriculteurs au sein de la chaîne agro-alimentaire ait été un autre accord central entre les participants, soutenu par la proposition de partenariats au sein de cette même chaîne, la collaboration entre les agriculteurs et les entreprises de transformation alimentaire ou les acheteurs n'a pas été abordée pour la question du coût de transition. Pourtant, l'orientation visant à responsabiliser et à garantir les flux de revenus des agriculteurs pendant cette période difficile est cruciale, car la restauration des sols peut durer de 5 à 10 ans.

Ce point spécifique sur les pratiques de protection des sols a été largement cité comme un exemple d'exigence de base pour les critères et la mesure des progrès, révélant à nouveau des disparités et des conflits d'orientation entre la réalité agronomique et les effets parfois négatifs de certaines pratiques sur d'autres fonctions du sol, et les exigences actuelles définies par les acheteurs et autres. En effet, si les participants ont reconnu la pertinence de la santé des sols en termes de diversité et de rétention du carbone, ils ont également mis en avant des fonctions du sol telles que le lessivage de l'azote et la production primaire, deux attentes dépourvues de complémentarité mais qui devraient être abordées simultanément en raison de la variation des qualités des sols. Plus généralement, en ce qui concerne les systèmes d'incitation et le suivi des résultats, il n'y a pas eu d'accord sur la question de savoir si le système devait être axé sur les résultats ou sur les politiques d'actions enclenchées.

Par conséquent, un objectif clair de l'agriculture régénératrice et la pertinence de ses résultats économiques contribueraient gran-

dement à la facilité de sa mise en œuvre pour les agriculteurs et à la sélection de mesures cohérentes.

**Pour plus d'informations :**  
[www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com)



Exploitant et/ou coordinateur  
d'exploitations agricoles

Belgique

support@agriland.be  
☎ +32 (0)10 23 29 00

France

damien.deriberolles@agrilandfrance.fr  
☎ +33 (0)6 50 98 17 13

www.agriland.be

# L'avenir des céréales en Espagne : produire en conservant

Emilio NAVARRO MARTÍNEZ, Ingénieur agricole et entrepreneur, Espagne

Les céréales sont cultivées depuis l'aube de l'agriculture et ont évolué avec la technologie et le développement agricole jusqu'à aujourd'hui, améliorant leur qualité et leur rendement à l'hectare et s'adaptant à une demande mondiale en constante augmentation. Le monde produit environ 2 725 millions de tonnes de céréales chaque année (données USDA récolte 2020), dont environ 1,1 milliard de tonnes de maïs, 760 millions de tonnes de blé, 510 millions de tonnes de riz et près de 155 millions de tonnes d'orge. Les stocks mondiaux (ce qui est détenu à des fins de sécurité) s'élèvent à près de 900 millions de tonnes, bien qu'ils varient en fonction de la récolte et de la consommation dans le monde. Les principaux producteurs de céréales sont les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde, l'UE, l'Argentine, le Brésil et le Canada, mais d'autres pays comme l'Ukraine, le Kazakhstan et l'Australie, entre autres, augmentent leur production.

L'UE produit environ 290 millions de tonnes de céréales, dont 115 millions de tonnes de blé tendre, 65 millions de tonnes de maïs et environ 60 millions de tonnes d'orge. En ce qui concerne le blé dur, environ 40 millions de tonnes sont produites dans le monde, dont près de 8 millions de tonnes proviennent de l'UE.

L'Espagne est un pays d'un peu plus de 50 millions d'hectares, dont seulement 20 millions d'hectares environ sont cultivables. Notre production annuelle de céréales varie entre 12 et 25 millions de tonnes, selon l'année climatique ; et comme notre consommation annuelle de céréales, d'autres grains et de sous-produits est de 35 millions de tonnes, nous sommes un pays purement importateur, bien que nous exportions normalement du blé dur et, les bonnes années de récolte, de l'orge et de l'avoine. Nous importons non seulement des céréales, mais aussi des farines protéiques (notamment de soja), des protéagineux, des oléagineux et leurs dérivés, principalement pour la fabrication d'aliments pour animaux. A titre de comparaison, un pays voisin comme la France produit entre 30 et 40 millions de tonnes de blé seulement par an.

En Espagne, la production céréalière se distingue en Castille-Leon, en Castille-La Manche, en Andalousie et en Aragon, surtout dans les zones pluviales, car dans les zones irrigables, on assiste à une évolution rapide de la culture vers les cultures li-



L'auteur à la fin du mois de mai 2021 dans une culture de tournesol biologique à Paradas (Séville).

gneuses - olives, amandes et agrumes - qui sont plus rentables que les céréales.

## Perspectives de la culture des céréales et autres grains en Espagne

Comme nous l'avons déjà noté, l'Espagne est un pays qui produit moins de céréales que ce dont il a besoin, et qui doit donc en importer. Le fait d'être un importateur net signifie que nos prix aux agriculteurs ont tendance à être un peu meilleurs que ceux des principaux pays producteurs, car les coûts de logistique et de transport sont considérables, et le seront encore plus à l'avenir avec la hausse des prix du pétrole et l'augmentation du coût du transport mondial. Cependant, les faibles rendements que nous obtenons (pas plus de 2 500 kg/ha en moyenne) par rapport aux autres pays qui nous entourent font que la rentabilité est

très faible aux prix actuels, c'est pourquoi certains agriculteurs se reconvertissent dans les cultures ligneuses ou tentent de cultiver des céréales de meilleure qualité à meilleur prix (blé dur, blé dur tendre, épeautre, orge pour le malt, etc.), voire se reconvertissent dans l'agriculture biologique.

La production de céréales et d'autres grains (oléagineux, protéagineux, légumineuses, etc.) reste un pilier fondamental pour le bien-être et la sécurité alimentaire de la population de tout pays développé. L'Espagne doit donc continuer à produire autant que possible, en recherchant des grains spécifiques de haute qualité adaptés à notre climat qui nous permettent d'obtenir le prix le plus élevé possible pour l'agriculteur. De nombreuses entreprises et organismes publics travaillent à l'amélioration des céréales et autres cultures arables extensives en Espagne, afin d'augmenter la production et d'améliorer la qualité dans tous les domaines.

Nos subventions de la PAC sont malheureusement faibles par hectare par rapport à celles des autres pays de l'UE, car elles ont été définies en fonction des rendements moyens des différentes zones de l'Espagne, qui sont généralement faibles par rapport à l'Allemagne, la France, la Belgique, etc.

## L'avenir : nouvelles techniques agricoles et la valeur ajoutée

La pression exercée par les organisations environnementales, l'opinion publique et la Commission européenne face à la perte de biodiversité, au changement climatique et



Du blé de haute qualité produit en Andalousie en 2021.

à la pollution croissante conduit à un soutien accru à une agriculture plus durable et moins dommageable pour l'environnement naturel, comme l'agriculture biologique. L'objectif est de produire des céréales de bonne qualité de manière rentable, tout en préservant l'environnement et la biodiversité naturelle.

L'Espagne possède de vastes zones où les céréales et autres grains sont déjà cultivés de manière biologique, de plus en plus dans des exploitations plus grandes et avec des agriculteurs plus technicisés, obtenant de bons rendements et une magnifique adaptation dans de vastes zones de ses terres arides. La croissance de la consommation de produits biologiques semble inarrêtable, tant dans notre pays qu'au niveau mondial, ce qui entraîne une augmentation de la demande de grains et de qualités spécifiques. Cette augmentation de la demande est transférée aux champs en quelques années seulement, produisant ce dont le marché a besoin. Les céréales et les grains biologiques espagnols deviennent de plus en plus prestigieux et sûrs dans l'UE et au-delà, ce qui pour de nombreux acheteurs est plus important que le prix.

Mais il n'y a pas que l'agriculture biologique pour la production de conservation : des techniques innovantes sont également utilisées dans la culture conventionnelle de céréales et d'autres cultures extensives en Espagne, telles que l'agriculture de conservation (lutte contre l'érosion), l'agriculture durable (minimum d'intrants tels que les engrais et les pesticides dans la culture), l'agriculture intégrée (contrôle intelligent des parasites, des maladies et des mauvaises herbes dans les cultures), l'agriculture régénératrice (restauration des zones dégradées à leur gloire passée), etc.



Orge de brasserie à Manzanares (Ciudad Real) à la fin du mois de mai 2021.

Toutes ces techniques, en plus d'améliorer la rentabilité et la valeur ajoutée de nos cultures de céréales et autres grains, ont également un impact minimal sur le paysage, l'environnement et la biodiversité naturelle et contribuent à atténuer le changement climatique et sont fondamentales dans la lutte contre la pollution de l'eau, du sol et de l'air en Espagne.

#### Des conclusions positives

On considère que nous sommes entrés dans une nouvelle ère de prix élevés pour les céréales et autres grains et sous-produits au niveau mondial : c'est un fait qu'il y a une demande croissante de la part de pays en développement exponentiel évident, comme la Chine, l'Inde, les pays d'Asie du Sud-Est et l'Afrique, qui sont tous très peuplés et ont une demande croissante (et imparable) de nourriture en termes de quantité et surtout de qualité. De l'avis de nombreux experts, les prix élevés des céréales

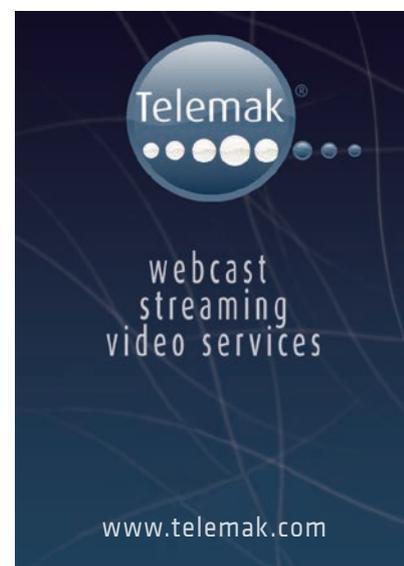
risquent de perdurer cette année : les rendements peuvent continuer à s'améliorer, la technologie y contribuera mais, ne nous leurrions pas, les hectares cultivables dans le monde sont ce qu'ils sont, il n'y en a pas beaucoup plus, et s'il y en a, ils seront cultivés dans des zones de forêts, de toundra et de déserts, ce qui semble de plus en plus difficile en raison de la pression de l'opinion publique et de la société civile face à un avenir de plus en plus incertain en raison du changement climatique et de la perte de zones boisées et de biodiversité à l'échelle mondiale. Il est vrai que le marché à terme des céréales de Chicago (CBOT) déplace plus de 25 fois les céréales physiques des options à terme, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un marché financier plutôt qu'agricole.

Cependant, la réalité s'impose à tous les marchés lorsqu'un grand pays producteur a une mauvaise récolte (la saison dernière, c'était le cas de l'Ukraine et de la Russie), et la demande est si proche de l'offre que tout événement météorologique défavorable dans l'un des principaux producteurs peut déclencher les marchés, ce que l'on appelle le « Marché de la météo ».

Comme le disait un bon ami agriculteur de Zamora : nous devons être « optimistes » quant à l'avenir de la production de céréales et d'autres cultures extensives en Espagne. Nous avons un climat rude, des sols très variés, des rendements normalement faibles et de nombreux problèmes, dont aucun n'est insoluble. Mais nous avons aussi une grande qualité dans les céréales que nous produisons, nous sommes leaders dans l'agriculture biologique, nous avons un pays avec la biodiversité la plus riche de l'UE, nous savons comment cultiver en respectant l'environnement, le sol, l'eau et l'air, la nature, et nous continuerons à le faire avec travail et enthousiasme dans les zones céréalières de notre grand pays, en pensant aux générations futures et à leur bien-être.



Blé dur cultivé selon les techniques de l'agriculture de conservation à Hornachuelos (Córdoba).



# Dynamique de l'agriculture pour des campagnes vivantes



Flora WINDEBANK, ELO

Cet événement a commencé par une présentation de l'Intergroupe par son président, le député européen Alvaro AMARO. Il a été suivi par l'eurodéputé Paolo de CASTRO qui a souligné que les objectifs de la stratégie du *Pacte vert* et de *La ferme à la fourchette* doivent s'engager dans diverses activités avec une approche multifonctionnelle.

Tassos HANIOTIS, Directeur de la DG AGRI, en tant qu'orateur principal, s'est concentré sur la manière dont les agriculteurs peuvent bénéficier de la transition numérique. Il s'est également penché sur la nécessité d'un échange de connaissances efficace et sur la nécessité de rendre les zones rurales plus attrayantes. En ce qui concerne les jeunes agriculteurs, il a déclaré qu'en tant qu'agriculteurs du futur, ils sont ceux qui seront les plus ouverts aux demandes et aux pressions de la façon dont les aliments sont produits et prêts à s'adapter. Il a souhaité que l'on mette davantage l'accent sur la réflexion contre-factuelle pour observer les faiblesses concrètes des politiques, et sur la synchronisation des politiques au sein de l'UE.

L'eurodéputé Jeremy DECERLE a ensuite discuté de la manière de revigorer l'agriculture et le monde agricole, suggérant que cela pourrait se faire par le biais d'un niveau plus élevé de cohérence avec les politiques publiques. Il s'est inquiété de la démographie dans les zones rurales : seulement 5% des agriculteurs ont moins de 30 ans en Europe et plus de 50% ont plus de 50 ans. Il a également souhaité que la PAC, les stratégies *De la ferme à la fourchette* et *Biodiversité* donnent la priorité à la présence de plus d'hommes et de femmes sur le terrain. Il a terminé son discours en disant qu'il fallait insister sur les avantages et les qualités des personnes travaillant dans l'agriculture, plutôt que de les blâmer.

Doris LETTINA, Conseil européen des jeunes agriculteurs, a évoqué les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes agriculteurs, notamment l'accès à la terre, aux financements et aux revenus, ainsi qu'au savoir-faire. Elle a souligné l'importance du mentorat et des systèmes de pair à pair (ang. peer to peer) pour assurer l'échange de connaissances. Un sujet similaire a été abordé par Zeno PIATTI, membre d'ELO en Autriche, qui a expli-

qué que la concurrence est difficile pour les jeunes agriculteurs, et - avec leur position dans la chaîne de valeur et les difficultés financières - est l'une des principales raisons pour lesquelles il est difficile de les attirer. L'aspect éducatif de la future génération a été abordé par Mona-Anitta RIHIMAKI, de l'Université de Hame, qui a expliqué la nécessité de disposer d'une variété de moyens pour obtenir un diplôme. Elle a expliqué que le nom du diplôme était vital, et que les valeurs des jeunes jouaient un grand rôle dans leurs études.

A la question de savoir si l'UE fait suffisamment d'efforts pour développer l'éducation, Tassos HANIOTIS a déclaré que la jeune génération est plus capable de travailler de manière multidisciplinaire et que le type d'outils dont disposent les agriculteurs plus âgés devrait être mis à leur disposition. Il a souligné que l'atout le plus fort de l'UE est sa diversité. Doris LETTINA a également fait remarquer que l'apprentissage tout au long de la vie et l'apprentissage interdisciplinaire sont essentiels et que, pour innover, il est important de découvrir de nouvelles connaissances non seulement dans le domaine de l'agriculture, mais aussi dans celui de la technologie, de l'économie et d'autres disciplines. Zeno PIATTI a ajouté que cela doit pouvoir se traduire dans les exploitations agricoles ; il a également fait des suggestions pour améliorer la concentration du pouvoir, notamment en lançant activement des organisations de producteurs, en rendant la campagne et les zones rurales plus attrayantes pour les investissements dans les PME, et en ayant un accord politique sur le fait que les produits de la nature ont un prix.

Sur le même sujet, les panélistes ont convenu que la transparence des prix pourrait aider, car souvent ils couvrent les coûts. Ils ont également souligné que les agriculteurs devaient raconter leurs histoires sur leurs solutions au changement climatique et l'histoire derrière la production.

L'eurodéputé Alvaro AMARO a clôturé la discussion sur une note optimiste ; il s'est montré optimiste quant à l'avenir de l'agriculture et a souligné la nécessité de donner la priorité à la formation, à l'amélioration des réseaux de communication, aux progrès technologiques, à l'accès à un plus large éventail d'informations, aux nouvelles compétences numériques et à une meilleure connaissance des écosystèmes - autant d'éléments qui nécessitent d'amener les jeunes agriculteurs sur le terrain pour être efficaces.

Pour plus d'informations : [www.biodiversityhuntingcountryside.eu](http://www.biodiversityhuntingcountryside.eu)



## Atelier sur le tout nouveau rapport du JRC sur les réglementations du marché des terres agricoles dans les États membres de l'UE

Le 10 juin dernier, ELO, en collaboration avec l'Université de Wageningen, la KU Leuven et la Commission européenne, ont organisé un atelier en ligne pour discuter du dernier rapport sur les données et informations relatives aux réglementations du marché foncier agricole dans les États membres de l'UE, publié le 27 avril.

Emmanuelle MIKOSZ, ELO

Dans son discours d'ouverture Thierry de l'ESCAILLE (Secrétaire Général d'ELO) a souligné que les marchés fonciers et les droits de propriété ont été et sont toujours la pierre angulaire des activités d'ELO. Les quatre libertés de l'UE sont essentielles pour une économie rurale rentable, et le principe fondamental reste de garantir les droits de propriété et la possibilité de les transférer à la génération suivante. Il a souligné l'importance de respecter la législation européenne, même si les réglementations relatives aux marchés fonciers relèvent de la compétence nationale des États membres, et a donc salué le rapport publié en avril. Il a également souligné que l'accès aux droits fonciers agricoles doit trouver un équilibre entre l'équité environnementale, économique et sociale.

Paval CIAIAN (JRC) a fourni quelques informations sur la motivation, les défis et les attentes liés au rapport. L'étude a été financée par le JRC et la Commission européenne et exécutée par le 'Wageningen Economic Research'. Il s'agit d'un rapport du JRC qui fait partie d'un travail plus large mené par la Commission européenne, couvrant à la fois les analyses du cadre réglementaire du foncier des États membres et la capitalisation des subventions de la PAC, et qui fait partie des nombreuses études précédentes menées pour analyser ces sujets cruciaux. Le foncier étant un facteur clé pour les générations avec de nombreux avantages, de nombreux pays dans le monde ont intro-

duit des mesures pour protéger certains de ses avantages économiques et sociaux. Si l'on considère l'UE, les deux principales interventions politiques restent la réglementation du marché foncier et la PAC. Comme elles interagissent, elles ne doivent pas être prises séparément et leurs impacts doivent être analysés conjointement, car la PAC affecte les marchés fonciers, fournit des subventions au secteur agricole et comporte diverses mesures environnementales qui visent à encourager leur adoption.

Liesbet VRANKEN (KU Leuven) et Ewa TABEAU-KOWALSKA (WeCR), co-auteurs de l'étude, ont présenté ses principales observations et ses résultats les plus importants. Il s'agit notamment des chiffres sur la valeur locative des terres, avec des différences importantes entre les nouveaux et les anciens États membres de l'UE ; des variations dans les mesures de protection des locataires et des propriétaires fonciers ou du morcellement des terres. A la question de savoir s'il existe un lien entre le prix des terres et le taux d'adoption de certaines mesures, Liesbet VRANKEN a expliqué que selon elle les prix des terrains sont déterminés par la quantité de terrains plutôt que par les réglementations ; par exemple, les prix sont plus élevés aux Pays-Bas car le pays est densément peuplé, il y a beaucoup de demande, et un secteur agricole fort et moderne fait monter les prix. Mais d'autres facteurs sont également importants, comme l'intensité du capital qui joue également un rôle majeur.

Interrogée sur la complexité de cette matière, Ewa TABEAU-KOWALSKA a partagé son point de vue, estimant qu'il est évident qu'il y a une surréglementation des marchés fonciers. Cela reste un problème sérieux face à la question de savoir qui sera l'agriculteur du futur. La réglementation des marchés fonciers est l'un des nombreux facteurs qui influencent l'avenir de l'agriculture. Dans de nombreux pays, il n'est pas possible d'acquiescer facilement des terres, mais la libre circulation des agriculteurs à travers l'Europe est nécessaire afin d'apporter les connaissances dont nous avons tant besoin, notamment pour faire face aux problèmes climatiques croissants.

Ricard RAMON I SUMOY (DG AGRI) a souligné l'importance de cette étude, notamment pour avoir une meilleure connaissance de ce qui se passe dans l'UE en utilisant des méthodologies communes pour avoir une compréhension via la comparaison des paramètres. La DG AGRI encouragera la poursuite des discussions avec les parties prenantes et prévoit d'organiser un atelier sur ce sujet cet automne.

Michael SAYER (Conseiller spécial d'ELO sur ce sujet), a rappelé l'étude réalisée par l'organisation sur l'accès à la terre et la politique d'échelle. Le droit foncier joue un rôle important en permettant la capitalisation de l'économie rurale par le secteur privé plutôt que par l'État. La nécessité de réglementer le marché foncier est de libérer la structure d'entreprise de la campagne et de protéger les personnes qui peuvent apporter leur contribution d'une manière qui leur permettra d'avoir une vie meilleure, puisqu'elles ne sont pas liées à la terre, mais aussi parce qu'elles contribuent à l'objectif de zéro émission nette.

L'atelier s'est conclu par une discussion approfondie avec le public, animée par Jurgen TACK, (Directeur scientifique d'ELO). Avec 27 cadres nationaux différents, il y a un certain nombre de problèmes concernant les libertés de l'UE, notamment la libre circulation des capitaux où la terre est une forme de capital. Nous devons veiller à ne pas surréglementer le marché ; les contrats libéralisés montrent qu'ils sont capables de stabiliser le marché foncier. Nous devons veiller à ce que l'accès à la terre soit assuré non seulement pour les propriétaires fonciers et les agriculteurs actuels, mais aussi pour les futurs.

Pour plus d'informations : [www.elo.org](http://www.elo.org)



## FERTIMANURE

### Récupération innovante de nutriments à partir de sources secondaires - production d'engrais à haute valeur ajoutée à partir de FUMIER animal

Marie-Christine BERGER, ELO

Le projet FERTIMANURE comprend 20 partenaires de 7 pays de l'UE, d'Argentine et du Chili, dont des universités, des centres de recherche, des organisations groupées, des organismes publics, des PME et des ONG. Ils sont tous impliqués dans le secteur de la recherche sur le fumier et couvrent tous les aspects de la chaîne de valeur. FERTIMANURE développera, intégrera, testera et validera de nouvelles stratégies de gestion des nutriments pour récupérer efficacement les nutriments minéraux et d'autres produits pertinents ayant une valeur agronomique à partir du fumier animal. Le projet a pour objectif de parvenir à une approche de gestion du fumier sans déchets et d'obtenir des engrais fiables et sûrs, capables d'être compétitifs sur le marché européen des engrais.

Les partenaires du projet FERTIMANURE se sont réunis les 28 et 29 avril pour la 3ème réunion du projet qui s'est tenue virtuellement. Comme pour la réunion précédente en octobre 2020, elle s'est tenue virtuellement, en raison des restrictions de voyage en cours dans l'UE. Des membres du conseil consultatif se sont joints à la réunion, se sont présentés au consortium et ont donné des conseils sur les activités en cours du projet. La réunion a été l'occasion pour les partenaires de discuter de l'avancement du projet. Tous les paquets de travail (PT) ont été discutés avec un accent particulier sur le WP2 (PT2, récupération des nutriments à partir du fumier animal) où des mises à jour sur les usines pilotes ont été données. Deux nouvelles initiatives liées au projet ont été soulignées, à savoir un groupe politique sur le recyclage des nutriments composé de quatre projets H2020 et un groupe communautaire au sein du Biorefine Cluster Europe, appelé «Closing the Nutrient Cycles». De plus amples informations seront fournies lors de la prochaine réunion en octobre.

ELO est le leader de l'évaluation de l'impact social ainsi que celui de l'évaluation du cadre législatif actuel des engrais biologiques.



<https://www.fertimanure.eu/en/>



fertimanure



fertimanure



FERTIMANURE



FERTIMANURE



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement no. 862849.



### HERIT - Gestion efficace du patrimoine par une utilisation pertinente de l'informatique

Daniel MONTELEONE, ELO

Le projet HERIT a tenu sa réunion de lancement en deux parties, virtuellement, les 26 juin et 6 juillet derniers. Ce projet Erasmus+, dirigé par l'ELO, durera deux ans et fonctionne avec des partenaires de Belgique, République Tchèque, France, Italie et Espagne.

L'objectif principal de HERIT est de fournir la formation nécessaire aux propriétaires privés et à leurs employés pour surmonter les impacts de la crise de la COVID-19 en développant et en gérant professionnellement les activités numériques liées à la communication et au patrimoine culturel et favoriser le développement, la commercialisation et la promotion du tourisme lié au patrimoine culturel.

Le premier jour de la réunion de lancement, tous les partenaires se sont présentés et ont fait des exposés sur leurs parcours/formations. Cette présentation a été suivie d'une introduction du projet, y compris sa portée, ses buts, ses objectifs, son calendrier et ses défis. Les activités de la journée comprenaient également le dévoilement du logo, le plan de communication, la sensibilisation et les différents réseaux sociaux dans lesquels HERIT participera. Enfin, des présentations ont été faites sur la gestion de projet (par OnProjects) et l'information numérique sur le patrimoine (coordonnée par l'UPV).

Le deuxième jour de la réunion de lancement (10 jours plus tard), on est vraiment entré dans le vif du sujet. Tous les partenaires ont fait des présentations PowerPoint sur l'innovation numérique et la gestion touristique innovante des maisons historiques privées, puis les Maisons du patrimoine européen (European Historic Houses, EHH) ont mené une discussion sur la structure du guide national.

Si vous souhaitez en savoir plus sur le projet, n'hésitez pas à nous suivre sur LinkedIn, Facebook ou Twitter.



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union

This project has been funded with support from the European Commission. The publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Project N° 2020-1-BE01-KA226-VET-082730



# Résoudre les problèmes de technologie dans les campagnes



Marie-Christine SCHÖNBORN, Présidente, YFCS



Au début du mois d'août s'est tenu le 4<sup>e</sup> webinar des « Young Friends of the Countryside », mettant en vedette les start-ups technologiques ayant remporté le «Diplôme de reconnaissance» décerné par le Comité du Prix FAMIGRO par les YFCS. Le prix Famigro est un prix annuel de 5 000 € décerné à la meilleure start-up rurale européenne, généreusement parrainé par Karl GROTFELT. Comme cette année les candidatures étaient exceptionnelles, le conseil d'administration des « Young Friends of the Countryside » a demandé aux start-ups qui étaient en finale de présenter leur modèle d'entreprise aux membres des YFCS. Ce webinar présentait exclusivement deux start-ups ; qui grâce à leurs technologies révolutionnaires, promettent de changer la campagne de manière significative. Animé par HEINRICH REUSS XXIX, chef des ambassadeurs des Young Friends, les start-up LETTUSGROW et IN OVO ont été présentées et leurs modèles discutés avec les participants.

Charlie GUY de LETTUSGROW, nous a présenté l'aéroponie qui, associée à une plateforme logicielle, vise à réduire l'impact environnemental des produits frais. Avec leur produit, une ferme aéroponique, ils ont développé une solution de ferme verticale reproductible et évolutive, avec laquelle des fermes intérieures et verticales peuvent être introduites. Charlie GUY a fait valoir que l'agriculture peut ainsi devenir accessible à tous et ne se limite pas à la terre elle-même. L'objectif est qu'avec leur produit, les agriculteurs puissent également diversifier leurs offres, en ne dépendant plus uniquement de la météo. Une discussion animée a eu lieu après sa présentation, portant également sur la technologie et les algorithmes qui sous-tendent son modèle économique. Dans l'ensemble, il nous a présenté un modèle d'entreprise et une start-up très impressionnante, ce qui a été reflété par un public très engagé et extrêmement intéressé.

Le deuxième orateur, Wouter BRUINS, a ensuite présenté au public sa start-up technologique IN OVO, qui vise à mettre fin à l'abattage des poulets mâles grâce à une technologie spécifiquement développée. IN OVO a commencé en tant que projet de recherche de maîtrise en 2011, et l'entreprise a été créée en 2013. IN OVO a mis au point une machine capable de déterminer le sexe des œufs. Cela signifie que les fermes sont en mesure de faire éclore uniquement les femelles et d'éviter l'abattage des poussins. IN OVO travaille avec l'ensemble de la filière de production, y compris les couvoirs, les producteurs et les agriculteurs, et a pour objectif de mettre fin à la réforme des poussins à l'échelle mondiale. Wouter BRUINS a également partagé un aperçu fascinant de la manière dont il a commencé à suivre un sujet bien avant qu'il ne

devienne une nouvelle dans les journaux nationaux. Le public a été fasciné par son modèle économique très clair et a été très impressionné par son approche visionnaire.

Enfin, Charlie GUY et Wouter BRUINS ont tous deux répondu aux dernières questions des participants du webinar, notamment sur la manière de réussir le lancement d'une entreprise. Les réponses fournies se sont avérées très intéressantes, bien que très différentes, donnant un aperçu de la façon dont les start-ups peuvent être lancées dans des circonstances différentes.

Les « Young Friends of the Countryside » tiennent à remercier chaleureusement les deux orateurs, pour leur temps et pour avoir répondu à toutes les questions des Young Friends ! Nous leur souhaitons bonne chance pour leur futur et sommes convaincus que nous allons encore entendre parler beaucoup d'eux !

<https://yfcs.eu/>

[@young-friends-of-the-countryside-yfcs/](https://www.linkedin.com/company/young-friends-of-the-countryside-yfcs/)

[@yfcs.official/](https://www.instagram.com/yfcs.official/)

Discover the new simplified website!  
Many new estates added!

Follow us for daily posts on  
Instagram and Facebook  
for the latest developments.

[www.welcomingestateswebsite.com](http://www.welcomingestateswebsite.com)

# European Bee Award

ÉDITION  
2021!  
Postulez avant  
le 10.09.21

communication@elo.org  
www.europeanlandowners.org/awards/bee-award

Lancé en 2014 par the European Landowners' Organization (ELO) et the European Agricultural Machinery Industry Association (CEMA), le Bee Award s'engage à trouver des solutions communes afin de préserver la biodiversité en récompensant les projets qui protègent les pollinisateurs.

## 3 CATÉGORIES

- Pratiques de gestion des terres (4.000 €)
- Solutions technologiques innovantes (4.000 €)
- Mention spéciale du Jury (Diplôme de reconnaissance)

ELO European Landowners' Organization

CEMA European Agricultural Machinery Association



Let's increase our food supply  
without  
reducing theirs

the  
good  
growth  
plan

Syngenta Brussels Office  
Avenue Louise, 489,  
B-1050 Brussels  
Tel: +32.2.642 27 27  
www.syngenta.com  
www.goodgrowthplan.com

syngenta

## Agenda

### 3 - 11 septembre, Marseille

Congrès mondial de la nature de l'UICN ; avec la participation active d'ELO le 6 septembre  
[www.iucncongress2020.org](http://www.iucncongress2020.org)

### 9 septembre, Ecosse, en visioconférence

Congrès annuel de l'initiative « Wildlife Estates »  
[www.wildlife-estates.eu](http://www.wildlife-estates.eu)

### 23 septembre, New York

Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires 2021  
[www.un.org/en/food-systems-summit](http://www.un.org/en/food-systems-summit)

### 30 septembre, Bruxelles

Conférence finale du projet FARCURA  
<https://farcura.eu/>

### 7 - 10 octobre, Cordoue, Espagne

24ème Assemblée générale des 'Friends of the Countryside'  
[www.friendsofthecountryside.org](http://www.friendsofthecountryside.org)

### 14 - 15 octobre, Bruxelles, visioconférence

Conférence « Farm to Fork » - construire ensemble des systèmes alimentaires durables  
<https://ec.europa.eu>

ELO  
European Landowners' Organization

### CountrySide

is a publication of the ELO  
in English and French

5 Euros

### Publisher :

Thierry de l'Escaille

### Chief editor :

Emmanuelle Mikosz

### Text editor :

Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

### Design & proof readers

Jehanne de Dorlodot - Verhaegen  
José Mª Gomez-Acebo Rosas  
Matthew Henry

### Back office:

Stephanie Van Meenen

Rue de Trèves, 67  
B - 1040 Bruxelles  
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00  
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09  
countryside@elo.org  
Internet Site : www.elo.org